

# COURRIER CONFEDERAL

Bulletin d'information du Bureau Confédéral

## Sommaire

Affiche Propa : Souscription  
p. 1-2-3

Préparer le grand rendez-vous du  
CCN des 22 et 23 janvier 91  
p. 4-5

Placement du FNI 1991  
p. 6-7

Souscription nationale :  
- Donner une forte impulsion - p. 8-9  
- A fond le starter - p. 10-11-12-13  
- UCR et Souscription - p. 14

V.O. IMPOTS 1991 :  
Le compte à rebours est commencé  
p. 15-16

UGICT : Initiatives "1.500" - p. 17-18

Renouvellement des Administrateurs  
Sécurité Sociale - p. 19-20

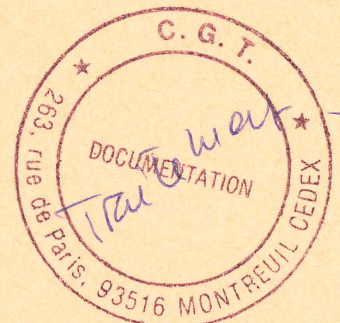
Campagne nationale : LA CIOTAT  
p. 21

CCI : Une enquête qui fait son chemin  
p. 22

LDAI : Assemblée générale des  
Conseils de Prud'hommes  
p. 23

Stage spécialisé : Activités  
Internationales  
p. 24

Indice des prix Novembre 1990



## PREPARONS

## LE RENDEZ-VOUS

## DU CCN

## DES 22 et 23 JANVIER 1991

N°18 - 19 décembre 1990 - nouvelle série

Directeur de la publication : Pierre KOEHLER, 263, rue de Paris - 93516 MONTREUIL CEDEX  
N° commission paritaire 1830 D 73 - prix : 0,50 F.

## Souscription nationale de lutte



Les secteurs Propagande-Communication et Politique, Action, Gestion Financières éditent en ce moment deux supports propres à soutenir les diverses initiatives des organisations de la CGT.

- un badge auto-collant 7 x 7 cm (Cf ci-dessus)
- une affichette pour les panneaux syndicaux, format 40 x 40 cm. (Cf. verso).

Le message commun aux deux supports a été arrêté en fonction de ses nombreuses implications.

- Il s'agit d'abord du sens de la souscription nationale, conçue et mise en oeuvre pour donner les moyens nécessaires au syndicalisme de lutte qu'est la CGT.
- Le lien est réalisé entre la souscription et nos diverses initiatives revendicatives, d'autant que le badge devrait être placé et porté lors de toutes les manifestations.
- Enfin, syndicalisation et souscription vont de pair puisque le message implique aussi l'idée de s'investir dans l'action et de souscrire à ce que sont les orientations et positions de la CGT.

Ces deux supports font l'objet par la Confédération d'un tirage limité : **500 000 badges à commander, 50 000 affichettes** prises en charge par la Confédération mais qui ne couvriront pas, une fois répartition faite, les besoins des organisations de la CGT, surtout dans la conception que nous venons d'énoncer.

**Des commandes supplémentaires, accompagnées de paiement préalable, sont possibles tant pour l'affiche que pour les auto-collants. S'ADRESSER AUX SECTEURS CONCERNES pour connaître les tarifs, les prévisions de répartition par UD et passer les commandes.**

Syndicat national de l'Énergie



J'investis  
dans  
l'action  
je souscris  
CGT



Les commandes supplémentaires, accompagnées de paiement préalable, sont possibles tant pour l'adhésion que pour les autres adhésions. S'adresser aux directeurs concernés pour connaître les tarifs, les modalités de répartition par fil et passer les commandes.

## Souscription nationale de lutte



# donnez-vous les moyens

Les secteurs Propagande-Communication et Politique, Action, Gestion Financières éditent en ce moment deux supports propres à soutenir les diverses initiatives des organisations de la CGT.

- un badge auto-collant 7 x 7 cm (Cf ci-dessus)
- une affichette pour les panneaux syndicaux, format 40 x 40 cm. (Cf. verso).

Le message commun aux deux supports a été arrêté en fonction de ses nombreuses implications.

- Il s'agit d'abord du sens de la souscription nationale, conçue et mise en oeuvre pour donner les moyens nécessaires au syndicalisme de lutte qu'est la CGT.

- Le lien est réalisé entre la souscription et nos diverses initiatives revendicatives, d'autant que le badge devrait être placé et porté lors de toutes les manifestations.

- Enfin, syndicalisation et souscription vont de pair puisque le message implique aussi l'idée de s'investir dans l'action et de souscrire à ce que sont les orientations et positions de la CGT.

Ces deux supports font l'objet par la Confédération d'un tirage limité : **500 000 badges à commander, 50 000 affichettes** prises en charge par la Confédération mais qui ne couvriront pas, une fois répartition faite, les besoins des organisations de la CGT, surtout dans la conception que nous venons d'énoncer

**Des commandes supplémentaires, accompagnées de paiement préalable, sont possibles tant pour l'affiche que pour les auto-collants. S'ADRESSER AUX SECTEURS CONCERNES pour connaître les tarifs, les prévisions de répartition par UD et passer les commandes.**

## **PREPARER LE GRAND RENDEZ VOUS DU C.C.N. DES 22 ET 23 JANVIER 1991**

Le C.C.N. de janvier 1991 sera l'occasion :

- de faire un bilan détaillé tant "quantitatif" que "qualitatif" des efforts et résultats obtenus, d'un C.C.N. à l'autre, pour progresser vers une mise en oeuvre de fait et généralisée de la "démarche 43ème Congrès".
- de relancer l'ensemble de notre activité pour construire une nouvelle étape, de nouvelles avancées.

### **Pour préparer ce rendez vous, où en sommes-nous ?**

Au-delà des chiffres -intéressants en soi- les informations à notre disposition montrent que l'efficacité de nos initiatives repose sur la cohérence de notre démarche à l'entreprise en faisant des syndiqués le moteur de celle-ci. En cette fin d'année 1990 et début d'année 1991, il va de soi que la campagne du placement du F.N.I. 91, la bataille de la souscription et les moyens financiers à donner à la C.G.T., la diffusion de la Vie Ouvrière et plus particulièrement de la V.O. impôts, les initiatives de l'UGICT et, au centre de tout cela, l'action revendicative et la démocratie, posent à nos directions des problèmes pour conduire d'un même mouvement, tout cela avec les mesures appropriées pour les concrétiser.

C'est pourquoi, dans la période actuelle il est souhaitable que chaque direction syndicale consacre une part importante des discussions en lien avec la situation et la question de l'impulsion revendicative, sur les questions :

1. Comment en application de notre démarche revendicative, placer réellement le syndiqué au centre, comment faire de lui le moteur de celle-ci, l'élément déterminant ?
2. Comment, à partir de notre démarche démocratique d'expression des besoins et leur traduction en revendications, prenons-nous appui, plaçons-nous les initiatives confédérales pour impulser l'activité indispensable en direction des syndiqués, des salariés.

En conjugant les initiatives et en ne les opposant pas, les rencontres V.O., les initiatives U.G.I.C.T./C.G.T., les mesures pour la souscription, le placement du F.N.I. se nourrissent mutuellement, s'épaulent, les expériences réalisées le prouvent. Mais elles appellent de la part de nos directions une impulsion d'une qualité nouvelle pour une conception "non saucissonnée" de l'activité syndicale.

Il est nécessaire que chacune d'entre-elles, tout en conjugant les initiatives, prenne les dispositions concrètes pour que tous les aspects de notre démarche soient suivis et impulsés :

- plan de travail pour la remise du F.N.I. en lien avec des assemblées générales de syndiqués ouvertes aux salariés. A cette occasion, tous les problèmes doivent être placés au centre du débat ;
- impulsion de la souscription avec élaboration des contrats d'objectifs par chaque syndicat avec ses syndiqués ;
- mesures concrètes pour la diffusion de la V.O. impôts (celle-ci sera diffusée le 14 janvier à un prix de 25 francs ; les commandes doivent parvenir à la V.O. avant le 7 janvier) en lien avec le placement du F.N.I. et la souscription et prise de mesures précises pour contacter ces lecteurs de la V.O. impôts et les gagner à une lecture plus régulière du journal des idées de la C.G.T., en utilisant l'abonnement d'accueil, adhésion éditée par la V.O. et mise à la disposition de nos organisations.
- nous devons veiller à ce que nos organisations ne ralâchent pas l'effort en direction des I.C.T. en impulsant les initiatives UGICT et le travail spécifique indispensable.

L'initiative décidée par la C.E. confédérale d'une lettre confédérale aux syndiqués répond aux soucis de mieux responsabiliser et impliquer chacun d'entre-eux :

- comment nos organisations vont-elles la reproduire ?
- comment vont-elles organiser sa remise à nos syndiqués en lien avec les A.G. et initiatives diverses pour la remise du F.N.I. ?
- comment vont-elles organiser le débat sur leur place, leur rôle dans le syndicat. Cela pose nécessairement la question de la réalité et du contenu de l'activité syndicale à l'entreprise avec le syndiqué au centre.

## **DEUX MOIS POUR UN PLACEMENT RAPIDE, DYNAMIQUE, PRECIS ET CONQUERANT DU FNI 91**

Nous reconduisons en 1991 l'idée des 100% de FNI remis le plus vite possible parce que nous avons vraiment besoin, sans aucune interruption, de tous nos syndiqués pour mettre en oeuvre les décisions d'action revendicative que nous prenons et pour gagner, à partir de chacun d'eux, les forces nouvelles dont nous avons besoin pour la lutte.

La situation l'exige, et elle s'y prête.

"Un élargissement de la contestation de la politique d'austérité", prend corps s'accompagnant en plusieurs endroits d'une volonté collective de constituer ou renforcer le syndicat CGT.

Ne manquons pas ce rendez-vous : parrainage réactivé, temps forts décidés et organisés, devraient nous le permettre.

Conduire, à partir d'aujourd'hui, et en se fixant 2 mois pour avoir fait l'essentiel, une campagne dynamique, rapide, précise et conquérante du placement du FNI 91 ne pourra que pousser en avant le mouvement revendicatif, lui permettre d'aller jusqu'au succès dont on ne valorisera jamais assez l'existence tout autant que les moyens qui ont permis de les atteindre.

C'est bien ainsi que le 43e Congrès avait posé les choses que le CCN de juin dernier avait relancé, que celui de Janvier "remettra l'ouvrage sur le métier".

1/3 de nos forces - c'est-à-dire 1/3 de nos bases et de nos militants et trop peu de syndiqués - sont déjà dans cette démarche.

Utilisons cette période de remise des FNI pour élargir ce tiers.

### **UNE REMISE DES FNI DYNAMIQUE ET RAPIDE**

Les U.D., U.L. ont leur plan de travail ainsi que les fédérations : plans de visites des syndicats, prolongement des rendez-vous VO-CGT, 1.500 initiatives vers les ICT, Souscription de lutte ...

Toutes les Fédérations devraient avoir adressé, au 15 Décembre, le matériel 91 à leurs syndicats et informé les U.D. de ce que chacun d'eux a reçu.

Il s'agit donc, sans prendre de retard, de faire fonctionner aux mieux ces deux éléments sur les lieux de travail en ciblant les priorités, tant du point de vue des plus grosses concentrations de syndiqués, que des bases ou syndicats où l'on estime que la reprise du matériel 91 risque d'être plus délicate. Et rappelons aussi que, compte-tenu de la réalité du nombre d'adhérents dans beaucoup de nos bases et syndicats "cela ne doit pas prendre 2 mois pour remettre 10, 20 ou 30 FNI ...".

Les U.L. devraient être, en ce moment, particulièrement le lieu où Fédérations et U.D., s'inscrivent dans un suivi actif de cette campagne de remise des FNI 91 dans les syndicats, aussi bien sur le terrain qu'au cours de R.V. faisant régulièrement le point de cette campagne.

## **UNE REMISE DES FNI PRECISE ET CONQUERANTE A PARTIR DES SYNDIQUES EN S'APPUYANT SUR LA LETTRE D'HENRI KRASUCKI A CHACUN D'EUX**

La décision du B.C. de remettre à chaque syndiqué de 90 une lettre du Secrétaire général de la CGT afin de mieux l'associer à notre démarche, est un point d'appui en ce sens.

Cela va nécessiter de recenser chaque syndiqué, avoir un contact avec lui pour lui remettre cette lettre et débattre avec lui de la démarche, de définir avec lui la tâche dont il peut se charger, autour de lui pour convaincre ses collègues de travail, de la lutte, de la souscription indispensable pour donner immédiatement les moyens à la CGT d'organiser sa défense, de son adhésion à la CGT, de la lecture de la VO ou d'Option.

## **DE LARGES ASSEMBLEES DE REMISE DES FNI SUR LE LIEU DE TRAVAIL**

Les conditions s'y prêtent, l'idée étant de réunir les syndiqués, d'ouvrir ces assemblées de syndiqués aux électeurs, souscripteurs CGT et aux salariés. Ces assemblées, avec la participation de dirigeants de l'UL, de l'U.D., de la Fédération clôturant par exemple une journée "temps fort" de remise du FNI.

Elles permettront de faire le point de la situation, le bilan de l'année d'activité du syndicat et ses résultats.

A partir de là, pourraient être tracés les objectifs de lutte, de renforcement ... et n'est-ce pas l'occasion de reconduire - ou modifier - par le vote des syndiqués, la direction du syndicat et, pourquoi pas, de fixer la date du prochain congrès du syndicat ou de l'assemblée générale des syndiqués, permettant d'approfondir la réflexion et de prendre les dispositions appropriées pour améliorer la qualité de la vie du syndicat.

**2 MOIS POUR FAIRE CELA**, c'est possible... mais ne perdons pas de temps pour "créer les conditions d'un réel mouvement de masse et qui gagne en conscience." (Cf. F. DUTEIL, rapport à la C.E. confédérale du 5/12/90).

## **DONNER UNE FORTE IMPULSION A LA SOUSCRIPTION NATIONALE**

Extraits du rapport de François Duteil, Secrétaire de la C.G.T., à la Commission Exécutive du 4 décembre 1990

*"... Enfin, je veux en venir à la souscription. Manifestement, celle-ci connaît bien des difficultés et des incompréhensions, voire des ambiguïtés qu'il est urgent de lever sous peine d'aboutir à un constat d'échec préjudiciable pour toutes les organisations de la C.G.T.*

*En premier lieu, il n'est pas nécessaire de s'attarder longuement sur les raisons qui ont conduit le Bureau Confédéral à soumettre cette proposition à la C.E. et la décision prise collectivement d'en assurer le succès.*

*Les besoins financiers sont considérables. Dans nombre de cas, leur insuffisance conduit à renoncer à des initiatives pourtant indispensables, ou à réaliser au détriment du règlement des cotisations, à rechercher des expédients de portée limitée et, plus grave encore, à réduire les collectifs de direction au risque de ne pouvoir assumer nos responsabilités.*

*Bref, il y a un besoin impératif de se dégager de cette situation au plus tôt.*

*Or, malgré tout cela, que personne ne conteste, plusieurs mois se sont écoulés sans que la souscription ne prenne son essor, ou plus exactement qu'elle ne connaisse le début d'un commencement dans la plupart des cas.*

*Nul ne peut s'en accommoder, sauf à considérer que l'initiative n'était pas nécessaire.*

*Elle l'est, plus impérativement encore qu'au printemps dernier.*

*Il nous faut donc examiner les raisons de cette situation. L'une de celles qui sont le plus souvent énoncées, concerne un manque d'animation de la confédération, bien qu'un travail certain, concret ait été réalisé à la fois dans toutes les publications confédérales et dans maintes réunions.*

*Tout cela peut sans doute être amélioré, mais est-ce bien l'essentiel ?*

*En fait, notre décision collective a sans doute été reçue comme un élément en marge, en supplément de la démarche générale décidée par le 43ème congrès et confrontée par le C.C.N. Elle concerne donc toutes les organisations confédérées.*

*Au même titre que la conception qui préside au développement des luttes, à la détermination des revendications sur une base démocratique avec les syndiqués, les salariés, tout comme nos efforts pour la syndicalisation, l'adhésion à la C.G.T., l'activité diversifiée en direction et avec toutes les catégories de salariés, également ceux déployés pour la diffusion de "LA V.O.", la souscription est un élément constitutif de notre pratique syndicale telle que nous l'avons définie.*

*C'est aussi la raison pour laquelle nous avons retenu la diversification dans les formes concrètes de sa réalisation et dans la répartition majoritaire des fonds aux organisations de base.*

*C'est enfin la raison qui nous a conduit à ne pas fixer de date impérative de clôture en mettant, cependant, en place un calendrier et un suivi.*

*Faut-il donc fonder notre appréciation sur des éléments matériels, toujours perfectibles, ou des considérations politiques au sens d'une compréhension réelle et largement partagée de la nécessité d'une telle initiative qui connaît, au fond, les mêmes possibilités et les mêmes difficultés que d'autres éléments de notre démarche et appelle par conséquent les mêmes efforts de conviction et de ténacité sur la durée.*

*Certaines U.D. ont pris des mesures, des résultats sont obtenus. Ils confirment à la fois les possibilités et les obstacles, le plus souvent parmi nous, parmi nos militants, plutôt que parmi les salariés. Là où ces initiatives ont été prises, il est important d'en apprécier tous les aspects qui peuvent fournir des indications utiles à tous, de même que les tentatives qui ont échoué.*

*Pour ces raisons, le Bureau Confédéral a décidé d'associer tous les adhérents à notre démarche et sous la signature du Secrétaire Général de la C.G.T., une lettre sera remise à chaque syndiqué lors du placement du F.N.I....".*

## SOUSCRIPTION NATIONALE DE LUTTE

### A FOND LE STARTER !

La Commission Exécutive confédérale du 5 décembre a consacré ses travaux à deux aspects essentiels :

- le point de la situation économique, sociale et de l'évolution des luttes ;
- notre activité pour impulser la lutte sur l'ensemble des problèmes salariaux.

La question du renforcement de la C.G.T., donc les ressources financières pour notre vie syndicale et les luttes enracinées, coordonnées, a été évidemment placée au coeur des travaux comme une condition de succès du combat revendicatif. La souscription nationale de lutte a fait l'objet d'un examen visant à une impulsion nationale généralisée.

#### Ou en sommes-nous à ce jour ?

Des fédérations, certaines U.D., U.L., des syndicats ont pris des mesures concrètes de "conquête de ressources pour la lutte" en s'adressant, à partir de nos militants syndiqués au "monde du travail". **Des résultats sont obtenus**, montrant la compréhension militante des nécessités financières et les possibilités de faire participer les travailleurs inorganisés au financement de leur défense.

**C'est souvent le premier pas vers l'adhésion** car, lors du contact humain, "en tête à tête" **de l'organisé vers l'inorganisé**, en sollicitant pour la souscription, nécessairement on inclue dans un même temps : revendications, luttes, idées et adhésion.

**Ainsi la souscription se situe bien comme un élément constitutif de notre pratique syndicale telle que nous l'avons définie.**

#### Au plan confédéral

Au titre de la part des 10 % : 35.387,48 F. ont été versés, cela provient de 39 organisations, à cela s'ajoute un certain nombre de contrats d'objectifs et de confiance reçus.

Ce début est à apprécier de bonne façon, mais il ne saurait cacher le fait -pour l'instant- que la souscription connaît des difficultés de démarrage, dues à des incompréhensions, des ambiguïtés qu'il est urgent de lever.

Comme François Duteil le soulignait dans son rapport introductif à la C.E. : *"les besoins financiers sont considérables. Dans nombre de cas, leur insuffisance conduit à renoncer à des initiatives pourtant indispensables, ou à les réaliser au détriment du règlement des cotisations, à rechercher des expédients de portée limitée et, plus grave encore, à réduire les collectifs de direction au risque de ne pouvoir assumer nos responsabilités"*.

Il y a un besoin impératif de se débayer très rapidement de cette immobilité.

**tous, partout, on tire le starter.**

- Lorsque la voiture est froide, ce n'est pas pour autant qu'on ne la met pas en route ou qu'on la laisse sur le bord du trottoir. On en a besoin. "On tire le starter", on roule et dès que le moteur trouve son régime normal, on accélère (... sans oublier de couper le starter... !).

Notre moteur a de la puissance, **ce sont nos syndiqués**. Il faut les mettre dans le coup pleinement.

La période actuelle s'y prête au moins pour deux raisons :

- l'agression patronat - gouvernement fait mal (C.S.G., pouvoir d'achat, emploi...) mais les luttes se développent, il faut les renforcer, les élargir, combiner l'action sur le lieu du travail aux luttes coordonnées...

C'est le moment de faire percevoir à tous ceux qui vivent l'action, l'apprécient que rien de durable, d'efficace ne se fera sans leur apport notamment financier.

- nous sommes en pleine période où la vie démocratique C.G.T. appelle : des contacts, des débats, des réunions, des assemblées avec tous nos syndiqués C.G.T.

- on fait le bilan annuel des résultats revendicatifs : ce que l'on a gagné, empêché grâce à l'action des salariés et l'activité du syndicat C.G.T.

"le syndicat ça sert, c'est utile, ça rapporte, c'est l'affaire des adhérents".

- on débat des revendications et des luttes pour les soutenir, en conjuguant besoins, aspirations des salariés et propositions C.G.T.

- On discute de la vie de la section syndicale, du syndicat C.G.T. sur le lieu du travail.

- comment "vivre la C.G.T.", avec les adhérents, avec leur information - VO, Options, Vie Nouvelle, le Bulletin des syndiqués, les réunions dans les services, bureaux, ateliers avec l'animation par les militants, collecteurs, diffuseurs, élus, mandatés.

- on aborde concrètement "la C.G.T. qu'il nous faut et dont les travailleurs actifs, retraités, privés d'emploi ont besoin".

. quelles forces organisées, qui solliciter pour l'adhésion ?

. la **cotisation syndicale** c'est nécessaire, ça rapporte au-delà de son montant. Mais à quoi sert-elle précisément ?

. Comment est-elle ventilée, utilisée ?

. l'information des syndicat sur cet aspect "**noble**" de leur contribution à la vie C.G.T. est **indispensable**.

- Cette pratique démocratique favorise les discussions, les décisions à prendre pour :

. mettre à jour chaque adhérent pour 1990 en profitant des primes de fin d'année ;

. fixer le barème de cotisation 1991 à partir du 1 % ;

. percevoir la première cotisation de l'année : le F.N.I. 1991 en précisant ses objets ;

. Proposer largement le P.A.C. ;

. mettre en oeuvre avec chaque syndiqué, dans les formes appropriées, la souscription nationale de luttes vers les inorganisés et tous ceux qui veulent le succès des combats revendicatifs.

Naturellement, ce travail là, les activités qui en découlent nécessitent des dispositions précises, "normales" de chaque direction syndicale.

Nous sommes dans la période pour le faire. Avec esprit de conquête, hardiesse, pratique démocratique et confiance en nous et dans les possibilités. Prenons les mesures qui s'imposent avec un calendrier suivi.

La confédération, pour sa part, a prévu d'éditer à brefs délais :

1. **une lettre nationale à chaque syndiqué ;**
2. **une affichette ;**
3. **un badge autocollant "témoin de souscription".**

### **La liste s'allonge**

**Haute garonne** : à la banque Populaire -U.L. nord-est de Toulouse- une liste a été dressée : 150 noms ont été relevés en référence de signatures de pétitions -d'anciens syndiqués... en une semaine, 15 personnes ont été vues- 8 versements faits, soit 455 F. C'est le résultat de 4 syndiqués.

Dans les jours à venir, c'est l'ensemble des syndiqués qui auront la même démarche auprès des salariés dans les services. Avec 230 voix aux élections, il y a une marge pour faire et même au delà, tel cet ancien délégué cadre C.F.D.T., qui n'est plus adhérent et a versé à la souscription -un autre rendez vous est pris pour parler adhésion.

L'U.D. a édité pour toutes ses bases des carnets de bons de souscription + talon d'adhésion.

Le comité régional Midi-Pyrénées sort une affiche pour les huit départements de la région.

**U.D. de la Loire** : premières initiatives prises -objectifs et résultats, le comité départemental des retraités a pris la décision de collecter 30 F. par adhérent en remettant à chacun une liste de souscription- c'est parti !

USR -versement 5.000 F.- ; retraités interpro. de St. Chamond 1.000 F. ; P.T.T. concours de pétanque ; U.L. Andrézieux - collecte au drapeau aux portes de toutes les entreprises avec diffusion de tracts annonçant la souscription, idem sur l'U.L. de Roanne avec tracts aux salariés.

**Hauts de Seine** : dans le cadre des visites "V.O." d'entreprises : 228 adhésions à la C.G.T. ; 7 postes de diffusion créés ; 483 V.O. vendues ; 1 400 F. recueillis pour la souscription.

**Sarthe** : matériel de sensibilisation réalisé par l'U.D. avec des carnets de bons de souscription. Fin novembre, 600 F. de recensés.

**Seine et marne** : 500 F. récoltés couran novembre.

**Pyrénées Orientales** : 2 100 F. collectés.

**Lot** : (P.T.T.) 210 F.

**Loiret** : (syndicat local métaux) 150 F.

**Pyrénées atlantiques** : (Sous sol) le syndicat de la S.N.E.A.P. a fixé l'objectif de 40 F. par électeur (907 voix). Versement de la part confédérale : 3 628 F.

**Somme** : la dynamique s'engage par le débat avec chaque salarié, des accompagnements sont prévus (loto, tombola, concours de boules, de cartes...), l'U.L. d'Amiens, Valéo et Dunlops sont passés aux actes avec collectage sur la zone industrielle.

**Ardèche** : le syndicat des P.T.T. à Privas (objectif 18.000 F.) premier versement de la part confédérale 40 F. Un plan de travail précis, détaillé est en place ciblant chaque section et secteur géographique, il est adressé par lettre à chaque militant avec l'adresse aux salariés à remettre en "pré-contact", chaque camarade dispose d'une liste de souscription et de bons "témoins" de 30 F.

**Paris** : Hôpital Broussais 2 500 F. récoltés auprès du personnel ; CT Vaugirard 200 F. ; N.M.P.P., passage dans les services ; Gare Montparnasse, démarrage avec engagement de la C.E. : 4.000 F. collectés ; Wagons-lits, part U.D. : 500 F. ; R.A.T.P. réseau ferré : 5.500 F. ; Services publics : 10.000 F. récoltés ; Télécoms : versement part U.D. 169 F. ; Abeille (9ème) : démarrage du collectage avec "rencontres V.O." ; N.M.P.P. Vilette : 9.000 F. récoltés. Hôpital Sainte-Anne : 1.850 F.

**Eure et Loire** : couplage avec souscription U.D. 14.280 F. récoltés pour la souscription.

**Gard** : 15.000 F. par engagement de 4 syndicats, rappelons que pour soutenir les éboueurs de Nîmes en lutte -ils viennent de gagner- près de 300.000 F. ont été collectés auprès de la population.

**Vaucluse** : 1.000 F. de collectés... 10 syndicats engagés.

**Savoie** : 1.400 F. de récoltés.

**Charente maritime** : retraités SNCF 2.000 F. Un matériel particulier de l'U.D. a été réalisé pour aider les petites bases.

**Allier** : ... il se murmure que les Dunlops ont atteint 30.000 F. Aides ménagères, objectif 1.620 F. -85 F. collectés- ; ASSEDIC : 210 F. de collectés. Travailleuses familiales : 240 F. collectés.

Et d'autres encore que nous ne connaissons pas, qu'il faut populariser. Les exemples sont la preuve du possible et la réponse au nécessaire pour la lutte.

### **Prochains rendez-vous**

- fin d'année 1990 ;

- lors du C.C.N. des 22 et 23 janvier 1991.

## UNION CONFEDERALE DES RETRAITES

# SOUSCRIPTION NATIONALE DE LA CGT. PARLER ET AGIR C'EST AUSSI VERSER POUR LUTTER.

Le Conseil National de l'UCR-CGT de Juin a donné son accord pour faire sien la souscription nationale de lutte décidée par le Comité Confédéral National de Mai dernier, à l'intention des retraités, pré-retraités et veuves.

Il appartient à l'UCR de mener cette bataille financière dans les formes appropriées : de la section des retraités à l'UFR ; à l'USR ; à la CGT et son UCR.

La souscription de lutte pour nous s'inscrit parfaitement dans notre campagne nationale d'expression des besoins « Parler c'est déjà agir ». Ce n'est pas seulement qu'une simple collecte, c'est un élément intégré de la campagne qui a été lancée dans toute la CGT dès le 43ème Congrès Confédéral.

Nous avons à faire prendre conscience à nos militants, à nos syndiqués qu'il n'est pas de lutte victorieuse possible si leurs organisations syndicales ne disposent pas de moyens correspondants.

Notre ambition va bien au-delà : la CGT s'adresse à l'ensemble des salariés actifs - retraités. C'est avec eux que nous voulons dialoguer.

### A QUI S'ADRESSER :

Aux syndiqués évidemment, en tenant compte que déjà ils contribuent au fonctionnement de l'organisation des retraités. Appel à eux sans aucun doute, mais aussi pour qu'ils sollicitent d'autres retraités sans exception, des pré-retraités, des veuves.

Nous nous adressons à tous, car tous ont besoin d'un véritable syndicalisme ayant les moyens de

son action. Nul ne peut imaginer qu'il s'en sortira durablement seul.

**Nous pouvons dire que le meilleur remède contre la solitude c'est de rencontrer la CGT, de souscrire, d'adhérer et de lutter.**

Cette souscription se prolongera sur plusieurs mois. De nombreuses assemblées, meetings, rassemblements se tiennent. Des congrès se préparent, et des plans de remises de cartes s'élaborent. C'est donc le bon moment pour rencontrer et débattre avec les retraités pour faire reculer le Pouvoir et le Patronat sur ces projets néfastes, et pour nos revendications.

### QUELLE PARTICIPATION

Nous avons envie de dire le plus possible ! mais nous sommes bien placés pour connaître les difficultés rencontrées par un grand nombre de retraités, pré-retraités et veuves. Le Bureau de l'UCR suggère de retenir la proposition de la CGT de **30 Francs minimum** par personne.

Mais bien entendu ce ne sont que des indications. Dans notre entourage, nous trouverons certainement des amis que la CGT compte dans les milieux les plus divers et qui répondront présents à notre appel.



### OU IRA CET ARGENT ? ... ET A QUI ? ...

A partir de la section de base la répartition se fera comme suit :

### SECTION PROFESSIONNELLE

<b>SOMMES COLLECTEES PAR LA SECTION</b>	25 % pour la section
	20 % pour l'USR
	20 % pour l'UFR
	10 % pour la CGT - UCR

\* Il nous restera à déterminer l'utilisation des 25 % restant pour l'activité locale.

### SECTION INTERPROFESSIONNELLE

<b>SOMMES COLLECTEES PAR LA SECTION</b>	25 % pour la section
	20 % pour l'USR
	10 % pour la CGT - UCR

\* Il nous restera à déterminer l'utilisation des 25 % restant pour l'activité locale.

\* Les 20 % qui ne sont pas reversés à une UFR pourraient être transmis à l'UCR.

Nous nous engageons, comme le souhaite la CGT, l'UCR, que la transparence soit la règle.

C'est pourquoi au fur et à mesure, nous ferons connaître les sommes recueillies, leur importance, la répartition totale.

Notre bulletin UCR-ACTUALITES sera notre liaison permanente et notre journal VIE NOUVELLE nous permettra d'aller plus loin dans le soutien de cette campagne avec l'appui de nos lecteurs.

## V.O. IMPOTS 1991

# LE COMPTE A REBOURS EST COMMENCE V.O. IMPOTS 1991

Chaque année la VO Impôts rencontre un succès qui, malgré la pression accrue de la concurrence, ne se dément pas. Ce succès devrait contribuer :

- à améliorer l'image de la CGT ;
  - accroître notre audience dans l'entreprise auprès des salariés;
  - porter la cohérence du 43e Congrès.
- 
- Améliorer l'image de la VO et de la presse confédérale ;
  - accroître la diffusion de manière quantitative et qualitative.

### Quantitativement

La VO Impôts se diffuse à plus d'un million et demi d'exemplaires. Les études de marketing effectuées estiment à plus de 6 millions les utilisateurs. Ce sont plus de 8.000 commandes qui émanent des organisations CGT à l'entreprise qui représentent 55 % des ventes.

### Qualitativement

L'analyse est plus complexe.

La VO Impôts touche un lectorat beaucoup plus divers que notre lectorat traditionnel, bien au-delà des adhérents CGT. Nombreux sont ceux qui achètent la VO Impôts, sans jamais acheter, ni lire la VO ou les autres publications confédérales. Voire même ne jamais participer aux initiatives de la CGT.

Les lecteurs en reconnaissent donc le sérieux et la compétence. Ils font confiance à la VO Impôts pour effectuer un acte important : remplir leur déclaration d'impôts.

Les acheteurs occasionnels n'établissent pas automatiquement le lien entre la VO Impôts, la VO, et la CGT.

Ils achètent cette VO parce que c'est le guide qui bénéficie de la meilleure image au sein du marché des Guide des impôts.

Malgré ces composantes contradictoires, le succès de ce numéro constitue un grand moment de communication pour toute la CGT. Un point d'appui considérable pour valoriser la VO Hebdo et l'ensemble de ses publications. Un apport appréciable pour l'image de la CGT sur son rôle et sa place dans le pays.

L'analyse positive des composantes qui concourent au succès de ce numéro exceptionnel doit rejaillir sur l'activité syndicale au quotidien à l'entreprise.

Le sérieux de ce numéro a fait la preuve, depuis sa création, de la fiabilité des renseignements, des conseils donnés et des informations uniques.

La modernité de celui-ci, véritable guide des impôts, propose aujourd'hui un service télématique performant qui s'améliore de façon permanente.

Rigueur et efficacité d'informations, notamment au travers du dossier syndical permettant un rendez-vous exceptionnel sur la vie des salariés et l'efficacité de la CGT.

A ce propos la direction du journal a tenu compte des remarques justifiées faites par les camarades sur la légèreté du dossier syndical de la VO Impôts 1990. Et, afin de ne pas réduire la qualité du dossier Impôts nous avons prévu 8 pages supplémentaires.

Nous avons pris par ailleurs toutes les dispositions utiles pour traiter de la CSG si nécessaire.

Il convient donc de faire bénéficier à toute la CGT, à l'ensemble de notre presse, de ce label, de cette image positive que représente la VO Impôts.

- Label sérieux, outil moderne, utile, rigoureux et efficace.

En terme de communication, la VO Impôts peut devenir pour l'ensemble de la CGT un élément non négligeable pour améliorer notre image déformée par la grande majorité des médias.

C'est en effet la CGT, par l'intermédiaire de son journal, qui édite le premier et le meilleur des guides des impôts. C'est bien la démonstration que la CGT se préoccupe de la vie quotidienne des gens et de manière très efficace.

Cela prouve également qu'en matière d'informations, la CGT, la VO, l'ensemble des publications confédérales, font régulièrement leurs preuves.

Cela prouve enfin que la CGT s'adresse à tous les salariés avec sérieux et compétence. Et c'est avec le même sérieux et la même compétence que la CGT mène partout son activité.

Cette image positive doit bien évidemment bénéficier aussi à l'Hebdo, aux numéros spéciaux, à la presse confédérale ; notamment à Options.

Pour nous permettre d'utiliser efficacement ce succès au profit de la CGT et de son journal.

Nous avons besoin de montrer à l'ensemble de nos militants que la VO Impôts peut, et doit être un outil indispensable pour entrer en contact, dialoguer, débattre avec les salariés à l'entreprise. Faire exprimer les revendications et, en ce début d'année 91, l'outil pour la remise des FNI, l'outil pour adhérer et faire adhérer, l'outil de la souscription nationale :

- 675.000 VO Impôts vendues en 1990 dans le circuit militant.
- De mettre en évidence que la compétence et le sérieux de la VO Impôts se retrouvent dans toutes les actions menées par la CGT.
- De prolonger l'opération de ce numéro pour des actions promotionnelles et de diffusion concernant les numéros spéciaux et la VO Hebdo.

Commander, diffuser, vendre la VO Impôts 91, c'est porter le 43e Congrès dans toute sa cohérence.

Avec la CGT, la VO Impôts c'est gagnant.

C'est sur ces objectifs, mais aussi pour des raisons économiques, bien évidemment, que la CGT a besoin de porter un regard nouveau sur la manière d'engager et construire cette campagne pour la VO Impôts 1991.

### **ATTENTION. Dès maintenant impulsez la rentrée des commandes.**

En effet la période de fin d'année ne laisse que 15 jours ouvrables. Début janvier le chiffre définitif devrait être atteint ; le dernier délai pour commander étant le 10 janvier.

Assurons donc la promotion de ce numéro en l'annonçant et l'affichant partout, ainsi que son prix de vente :

**. 25 F.**

*(Extrait de l'intervention de Jean-Luc Destrem à la Commission exécutive.)*

## U.G.I.C.T. : INITIATIVES "1.500"

Le bilan qu'à ce jour nous pouvons tirer de cette initiative décidée par le C.C.N., ne consiste pas à mesurer l'écart entre les objectifs que nous nous sommes fixés et ce qui a été réalisé.

D'avantage il s'agit de faire un point à un moment donné des résultats de la dynamique engendrée par cette décision et d'en tirer les enseignements.

### Sur l'axe essentiel : l'entreprise

Dans 600 entreprises parmi les 2.138 ciblées, une initiative a été engagée et ceci en 3 mois. Derrière ce chiffre, c'est une toute nouvelle manière de travailler qui s'est engagée : une expérience concrète de la mise en oeuvre de la co-responsabilité dont l'entreprise est le centre. Ceci suscite forcément à la fois la possibilité avec nos forces actuelles de faire plus vers les I.C.T. et fait aussi apparaître leurs limites mais avec des perspectives pour modifier cet état de chose.

C'est bien un processus dans le temps qui a été initié et qui demande donc de se nourrir d'initiatives.

Parmi celles-ci, il y a à la fois celles que nous décidons pour structurer la mise en oeuvre de nos orientations, celles nécessitées par l'actualité sociale, économique et politique et les luttes qui naissent dans les entreprises sur les revendications. Tout cela fait beaucoup.

En fin de compte, des éléments d'appréciation doivent se dégager.

**1. Sur l'état de nos forces organisées** en adhésions, en bases organisées, en transformation de la vie des syndicats, en efficacité par la démocratie syndicale et de masse.

. le bilan : 2771 adhésions à l'UGICT à fin novembre 1990 et 166 bases nouvelles UGICT créées.  
Un taux de placement des F.N.I. de 99,1 % par rapport à novembre 1989.

. en déploiement géographique de notre implantation dans les départements, au sein de ceux-ci vers les zones nouvelles, les déserts syndicaux, les concentrations d'I.C.T. 48 départements ont élaboré un plan de travail, dans 44 d'entre eux des initiatives ont été prises.

Des militants se sont rencontrés, réunis, ont décidé d'aller à la rencontre des syndiqués pour aller à celle des salariés. Cette dynamique a engendré des initiatives, y compris là où il n'y avait pas de plan de travail élaboré, il y a bien diffusion d'une démarche qui correspond à des situations qui jusqu'alors semblaient insolubles.

Toutes nos initiatives revendicatives, de bataille des idées, d'organisation doivent être le moyen de nourrir le développement d'initiatives et l'élargissement de celles-ci, là où nous n'avons pas à ce jour entamé le processus.

Objectif 91 : passer des 600 aux 2.138 ciblées en les alimentant toutes en permanence par nos initiatives.

**2. pour la diffusion de nos idées, chaque initiative doit être le prétexte à réunir les syndiqués pour décider avec eux.**

Une première opportunité : OPTIONS N° 200 avec pour objectif sa diffusion de masse dans la semaine du 17 au 22 décembre, la mise en discussion de l'abonnement auprès des syndiqués.

C'est en même temps la période où nous préparons les plans de travail et initiatives de remise des F.N.I. 91. Il nous faut là, retrouver les entreprises ciblées dans les "1 500", soit pour décider de l'affiliation, de la création de bases nouvelles UGICT, soit pour décider d'initiatives de renforcement liées au débat et à l'élaboration des revendications.

Le dépliant UGICT "ensemble construisons le syndicat", y trouve bien toute sa place.

Ici où là, les initiatives VO-CGT sont apparues comme quelque chose de plus à faire, voire comme quelque chose d'autre aux yeux de certains militants. Dans les faits, ce que nous dégageons, c'est au contraire qu'elles constituent un moyen supplémentaire de développer nos initiatives "1 500", ainsi, en lien avec cette initiative VO-CGT les hauts de Seine ont réalisé 50 initiatives "1 500" de plus.

Partout nous pouvons décider d'initiatives à partir de ces matériels, de ces supports d'activité.

De nombreuses U.D. l'ont entrepris, sans faire de l'existence de l'UGICT sur le département un préalable, mais bien en terme de prise en compte par l'organisation C.G.T., telle qu'elle est de la conquête des ICT au syndicalisme de lutte de classe.

Les forces de l'UGICT sont ce qu'elles sont et ce que tous feront qu'elles deviennent pour la C.G.T.

### **3. Sur nos activités revendicatives.**

Il faut poursuivre les efforts de diversification engagés vers les diverses catégories d'ICTAM à partir des aspirations de celles-ci et des luttes concrètes incontournables du paysage syndical.

1991 doit être la concrétisation d'une dialectique intégrant des initiatives ponctuelles à l'entreprise, la transformation de notre vie syndicale là où nous existons, et des implantations nouvelles.

Tout ceci nécessite : bilans, évaluations, initiatives, décisions, suivis, co-responsabilités vers l'entreprise, le lieu de travail.

Il nous semble que ceci doit être la préoccupation de tous les coopérants à tous les niveaux.

## SECTEUR SOCIAL

# RENOUVELLEMENT DES ADMINISTRATEURS SECURITE SOCIALE. C'EST MAINTENANT

### Maintenir le cap sur les délais.

Bien qu'aucun élément nouveau, à ce jour, ne soit venu confirmer ou démentir les bruits selon lesquels la production des listes serait exigée avant la fin décembre, la vigilance continue de s'imposer pour accélérer la mise au point du renouvellement dans les meilleurs délais.

Compte tenu des inégalités d'engagement et de résultats déjà obtenus au niveau des régions et des départements, il convient de rattraper les retards pour rechercher les dernières candidatures pour arrêter les listes complètes de titulaires et suppléants avant la fin décembre.

La démarche démocratique passe par le débat non seulement avec les candidats (qu'ils soient en position de retrait, de reconduction ou de recherche) mais aussi avec les structures de la CGT et en priorité le syndicat d'entreprise.

Les choix et décisions sont placés sous la responsabilité des Unions Départementales.

### Recommandations importantes :

1. Attention à la notion de "désignation provisoire". La brutalité et la rapidité avec lesquelles le gouvernement et le patronat s'attaquent à la sécurité sociale, avec l'application de la CSG dans le plus grand mépris de la démocratie, tend à faire douter sérieusement de l'avenir des élections à la sécurité sociale.

Le risque est grand de voir le "report" officiellement annoncé se traduire par la suppression effective allant à l'encontre de l'attachement majoritaire dans notre pays aux élections comme à la sécurité sociale.

2. Veiller à la qualité des candidats.

Tout confirme la nécessité de désigner des camarades qui soient des militants et militantes étroitement liés à l'organisation syndicale, la capacité de connaître et défendre les positions de la CGT, pour les faire débattre et avancer

- autant dans les conseils d'administration

- que dans l'activité syndicale pour unir et rassembler dans l'action à partir des besoins des assurés sociaux.

## **LA FORMATION**

Des dispositions sont en cours d'examen avec le CCEO pour répondre aux besoins de formation adaptée aux préoccupations exprimées d'une part, par les Administrateurs déjà confirmés, et d'autre part, par les nouveaux qui ont besoin d'aide pour assurer cette nouvelle responsabilité.

## **UN ELEMENT ACTIF DE LA BATAILLE POUR LA PROTECTION SOCIALE**

Le renouvellement des Administrateurs doit être l'occasion de prendre des initiatives en direction des salariés et de l'opinion publique.

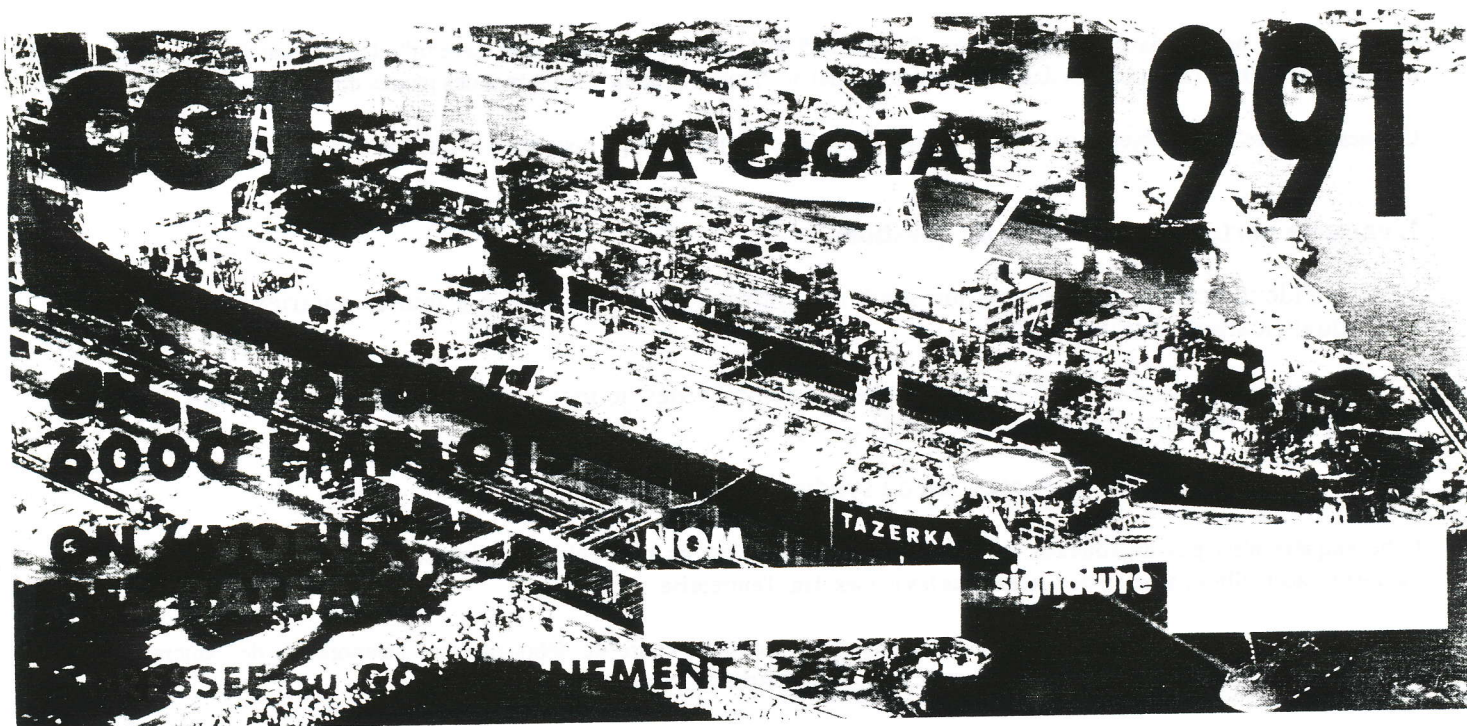
1. Pour rendre compte de leur activité au sein des Conseils d'Administration des différents organismes, en actualisant notre action contre la CSG et ses conséquences (Grenelle des Retraités).

2. C'est l'occasion de rappeler, valoriser et préciser les propositions de financement et de justice sociale de la CGT pour une protection sociale de haut niveau.

3. Intervenir, agir sous différentes formes en direction des pouvoirs publics et Préfectures pour obtenir les moyens financiers et démocratiques de remplir cette fonction au service des assurés sociaux et de la société.

Cela signifie que les formes d'expression et d'action soient adaptées et retenues au niveau de nos UD ou des Régions : Association des candidats aux initiatives à l'entreprise - Conférence de Presse de présentation - Lettre ouverte des futurs candidats - Motion - Délégations - Participation des candidats aux actions à venir avec les salariés et les retraités pour la sécurité sociale, la retraite, l'hôpital, la santé, remise en cause des remboursements de médicaments, recul du pouvoir d'achat des retraités pour 1991, réforme hospitalière, menaces sur les prestations familiales, etc..

## CAMPAGNE NATIONALE : LA CIOTAT



A partir des dispositions arrêtées concernant le conflit de La Ciotat, des initiatives de sensibilisation et de solidarité sont d'ores et déjà engagées.

Le Comité exécutif fédéral de la Métallurgie de décembre vient d'annoncer pour :

**- Décembre :**

- le 12 : à TURBOMECA (Pyrénées Atlantique)
- le 13 : Dassault/Biarritz
- le 14 : Vidéocolor (Rhône)
- le 18 : Renault-Billancourt (Hauts de Seine)

**- Janvier :**

- le 8 : SBFM/Lorient, temps fort d'initiatives régionales
- les 16,17 et 18, différentes initiatives en Rhône-Alpes avec temps fort à RVI Vénissieux.

Ces premiers rendez-vous pour le mois de décembre doivent trouver leur prolongement dans la réalisation de la campagne de signatures de la carte-pétition et d'initiatives CGT de sensibilisation dans les entreprises et en direction de l'opinion publique, avec le concours des salariés de La Ciotat.

La Confédération fera parvenir aux Unions départementales, par courrier, un argumentaire sur le conflit pouvant servir de support à cette campagne.

**AFIN DE REpondre AUX SOLlicitations ET d'ETablir UN CALEndrier PRÉCIS, NOUS VOUS DEMANDONS DE TRANSMETTRE AU SEcRÉTARIAT DU BUREAU CONFÉDÉRAL LES INITIATIVES DÉCIDÉES PAR VOTRE STRUCTURE : UD, UL, FD, CR.**

## C. C. J. : UNE ENQUETE QUI FAIT SON CHEMIN

Après avoir été publiée dans la Vie Ouvrière n° 2410 du 5 au 11 novembre l'"enquête d'avenir" élaborée par le CCJ vient d'être éditée à 70 000 exemplaires dans un numéro spécial du "France-Espoir", le journal des jeunes de la CGT.

Ce questionnaire a pour objectif de nous faire mieux connaître les jeunes à qui nous nous adressons dans les entreprises.

### L'enquête porte sur trois séries de questions :

- l'identification des jeunes que nous rencontrons dans l'entreprise ( jeunes salariés, précaires, qualifications, salaires, etc) ;
- la connaissance des préoccupations principales des jeunes dans la société, au travail (leur opinion, leur sensibilité, leur objectif) ;
- leur approche et leur perception du syndicalisme et des luttes.

Cette enquête n'est pas un sondage de plus sur la jeunesse, c'est un outil mis à la disposition de nos syndicats pour s'adresser, accueillir et aller au devant de tous les jeunes dans l'entreprise.

L'exploitation, par le syndicat, des réponses obtenues doit nous permettre de déboucher sur l'élaboration de cahiers de revendications et sur des initiatives de lutte avec les jeunes à partir de l'expression de leurs besoins.

Nous demandons à tous les syndicats utilisateurs de l'enquête de transmettre, dans un second temps, au CCJ-CGT l'ensemble des questionnaires remplis afin de croiser les résultats et d'en tirer les enseignements au plan national.

La plupart des UD et des FD ont, d'ores et déjà, reçu des exemplaires de ce "France-Espoir" spécial (il reste des exemplaires disponibles au CCJ).

Quelques expériences autour de l'utilisation de ce outil ont déjà été réalisées dans plusieurs entreprises et ont fait l'objet d'un bon accueil de la part des jeunes et des militants qui s'en sont emparés.

A ce jour, plus de 250 entreprises ont été ciblées par les UD et les FD afin de travailler en direction des jeunes avec l'enquête.

Reste de très nombreuses structures qui n'ont pas encore communiqué la liste des entreprises ciblées.

**Nous proposons d'utiliser cette enquête dans les entreprises dès à présent et pendant les mois de janvier, février, mars et de faire remonter au plus tôt les questionnaires remplis afin d'en avoir une exploitation nationale pour le mois d'avril 1991.**

## SECTEUR DROITS ET LIBERTES

**ASSEMBLEES GENERALES DES  
CONSEILS DE PRUD'HOMMES**

**AVANT LE 15 JANVIER**

### **REUNIR TOUS LES CONSEILLERS CGT.**

Comme chaque année, les élections du Président du Conseil, des Présidents de Sections, des Formations de Référé, la mise en place de bureaux administratifs va être l'occasion de tractations politiques, d'alliances conjoncturelles visant à réduire l'influence de la CGT dans les conseils.

Une fois encore, nous exigeons le respect du vote des électeurs, c'est-à-dire les Présidences lorsque nous avons été placés en tête, et une répartition des postes à la proportionnelle en Référé.

Information des salariés sur les lieux de travail, communiqués dans les médias sont essentiels pour s'opposer aux coalitions ayant pour but unique de nous affaiblir et nous exclure des postes de responsabilité.

### **FAIRE LE BILAN DE L'ACTIVITE DU CONSEIL.**

Plus que jamais, il convient de rendre compte de l'activité du Conseil et des résultats obtenus pour les travailleurs. Des sommes importantes sont restituées aux salariés à l'occasion de licenciements, mais aussi sur le non-respect des grilles, sur les tentatives de remettre en cause les acquis. Ce ne sont qu'une infime partie de ce que détournent les patrons à leur profit.

D'autres résultats plus qualitatifs sont à mettre en évidence. Les réintégrations, l'échec à des mesures anti-grève, la requalification de contrats précaires en emplois stables, etc... etc..

### **DEFENDRE L'INSTITUTION PRUD'HOMALE.**

A l'horizon 92 et du Marché Unique Européen, les Prud'hommes sont une conquête originale du mouvement ouvrier français qui dérange.

Le remodelage de la société marginalisant une partie importante de la population, organisant la précarité, poussant au maximum le libéralisme en déréglementant, flexibilisant, en réduisant les garanties collectives, ne peut s'accommoder d'un syndicalisme de lutte, organisé sur le lieu de travail, et faisant des salariés des citoyens à part entière prenant sans délégation la responsabilité de la défense de leurs intérêts.

Les attaques contre les libertés et les droits syndicaux à l'entreprise, contre les structures et les prérogatives des institutions représentatives du Personnel, s'accompagnent d'une attaque contre l'Institution Prud'homale. Il y a volonté d'isoler au maximum le salarié, de "privatiser" le règlement des litiges entre patrons et salariés. Les Prud'hommes subissent le même processus de casse que l'ensemble des services publics. C'est l'accès au droit et à la justice du monde du travail qui est en cause.

Dans l'immédiat, des dizaines de Conseils de Prud'hommes sont menacés de fermeture, des centaines de sièges de conseillers salariés menacés de suppressions surtout dans les sections Industrie. Il est possible d'arrêter la casse, de rassembler large autour de la défense des prud'hommes.

**La préparation des Assemblées Générales doit constituer un moment fort de la mobilisation.**  
Les audiences solennelles de rentrée, toujours médiatisées, doivent permettre de faire largement les positions C.G.T.

**STAGE SPECIALISTE "ACTIVITES INTERNATIONALES"**

**du 3 au 9 MARS 1991 Centre Benoit Frachon - Courcelle**

**- Niveau Supérieur - 1 semaine-**

**Objet du stage :** la prise en compte de l'activité internationale par l'ensemble des organisations de la CGT, du syndicat d'entreprise à la Confédération, est aujourd'hui un élément incontournable de notre action pour peser sur les enjeux économiques et sociaux, tant au niveau national qu'international, par le renforcement des luttes des travailleurs. Ce stage propose un approfondissement des connaissances sur :

- les aspects internationaux de la crise,
- la conception CGT de la solidarité internationale et notre action pour sa mise en oeuvre,
- le mouvement syndical international.

**Destiné :**

- aux militants assumant la responsabilité des activités internationales, ou étant appelé à les exercer, au niveau de leur fédération, région, union départementale ou syndicat de société transnationale,
- aux militants appelés à des responsabilités dans le mouvement syndical international.

**Stage spécialisé "ACTIVITES INTERNATIONALES"  
DU 3 au 9 MARS 1991 - COURCELLE -**

Bulletin d'inscription à adresser au Secteur International de la CGT - 263. Rue de Paris - 93516 MONTREUIL CEDEX

**La FD, région, UD de** (rayer la mention inutile) :

**propose la candidature de : NOM :** \_\_\_\_\_ **Prénom :** \_\_\_\_\_

**Adresse personnelle :** \_\_\_\_\_

**tél :** \_\_\_\_\_

**stages déjà suivis :** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**autres observations.**

## ECONOMIQUE

### INDICE DES PRIX DE LA C.G.T. Novembre 1990

Pour le mois de novembre 1990, l'indice des prix de la C.G.T. s'élève à 246,0 (base 100, 1er janvier 1980) soit 633,0 (base 100, janvier 1972).

Soit une augmentation de :

- + 0,1 % par rapport à octobre 1990
- + 4,8 % par rapport au 1er janvier 1990
- + 5,1 % par rapport à novembre 1989

Indice par poste :

	Augmentation en novembre 1990		Augmentation en glissement sur 12 mois
	Indices	Evolutions	
Alimentation .....	247,4	+ 0,2 %	+ 5,3 %
Habillement .....	235,0	+ 0,4 %	+ 4,2 %
Habitation .....	258,5	+ 0,2 %	+ 4,1 %
Hygiène - Santé .....	225,4	+ 0,2 %	+ 5,8 %
Transports-Télécom ...	236,7	- 0,6 %	+ 6,1 %
Culture-Loisirs .....	254,0	+ 0,7 %	+ 7,6 %
<b>TOTAL .....</b>	<b>246,0</b>	<b>+ 0,1 %</b>	<b>+ 5,1 %</b>

	Evolution en novembre 1990	Glissement annuel nov 90 / nov 89
Indice C.G.T.	+ 0,1 %	+ 5,1 %
Indice INSEE (*)	+ 0,5 %	+ 3,9 %

(\*) Octobre 1990